



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.



## Conférence mondiale des femmes parlementaires de l'UIP

*Du Mexique au reste du monde : mobilisons-nous en faveur de la parité !*

13-16 mars 2025, Mexico (Mexique)

### ORATEURS ET INTERVENANTS

#### Cérémonie d'ouverture

##### Mme Claudia Sheinbaum Pardo, Présidente du Mexique



Mme Sheinbaum (née le 24 juin 1962 à Mexico (Mexique)) est une femme politique mexicaine et ingénieure en environnement. Elle est la première femme et la première personne d'origine juive à être élue à ce poste. Mme Sheinbaum fut maire de Mexico (2018-2023) avant de se retirer pour se présenter à l'élection présidentielle de 2024 en tant que candidate du Mouvement de régénération nationale (Movimiento Regeneración Nacional (MORENA)). Elle a remporté une victoire écrasante en juin et entamé son mandat de six ans le 1<sup>er</sup> octobre 2024.

##### Dr Tulia Ackson, Présidente de l'Union interparlementaire (UIP) et Présidente de l'Assemblée nationale de la République-Unie de Tanzanie



La Dr Ackson occupe le poste de présidente de l'Assemblée nationale de la République-Unie de Tanzanie depuis 2020, après avoir été Vice-Présidente entre 2015 et 2020. Elle a été élue Présidente de l'UIP en octobre 2023. Avant de se lancer en politique, la Dr Ackson était doyenne associée de la Faculté de droit de l'Université de Dar es Salaam, poste qu'elle a occupé pendant six ans avant d'être promue Maître de conférences en 2011.

### **M. Gerardo Fernández Noroña (Mexique), Président du Sénat du Congrès de l'Union**



M. Fernández Noroña (né le 19 mars 1960), sociologue, est un homme politique mexicain membre du parti Morena, anciennement du Parti travailliste et du Parti de la révolution démocratique. Il est connu pour ses actions de protestation, notamment à partir de l'élection présidentielle de 2006. Il a été parlementaire à deux reprises (2009-2012 et 2018-2023) et, en 2018, il a été désigné par le Parti travailliste comme candidat à la présidence de la République au sein de la coalition « Ensemble, nous ferons l'histoire » pour les élections fédérales de 2024.

### **Mme Cynthia López Castro (Mexique), sénatrice du Congrès de l'Union et Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP**



Mme López Castro est devenue membre de la Chambre des députés du Mexique en 2018 et a été élue au Sénat en juin 2024. Élu membre locale du Congrès à 28 ans, elle a joué un rôle central dans l'élaboration de la nouvelle Constitution de la ville de Mexico. Elle a plaidé en faveur d'un quota de jeunes dans la loi électorale de la ville et a été l'une des instigatrices de la réforme constitutionnelle de Mexico en 2023, préconisant de ramener de 21 à 18 ans l'âge auquel on peut se présenter aux élections. Membre du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP de 2019 à 2021, elle a été la première lauréate du Prix Cremer-Passy de l'UIP en 2022.

## Séance de partage d'expérience – Les parlements paritaires et les enseignements que l'on peut en tirer

### Allocution liminaire (message vidéo) de

**Mme Amina J. Mohammed, Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Bureau exécutif du Secrétaire général (EOSG), et Présidente du Groupe des Nations Unies pour le développement durable**



Avant d'être nommée Secrétaire générale adjointe de l'ONU, Mme Mohammed a été Ministre de l'environnement de la République fédérale du Nigéria, où elle a dirigé les efforts du pays en matière d'action climatique et de protection de l'environnement naturel. Mme Mohammed a rejoint les Nations Unies pour la première fois en 2012 en tant que Conseillère spéciale de l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon, en charge de la planification du développement pour l'après-2015. Elle a dirigé le processus qui a abouti à un accord mondial autour du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la création des objectifs de développement durable.

### Réunion-débat :

**Mme Espérance Nyirasafari (Rwanda), sénatrice, ancienne Ministre du genre et de la promotion de la famille, ancienne Ministre des sports et de la culture, ancienne Vice-Présidente du Sénat**



Mme Nyirasafari a été nommée sénatrice par le Président de la République du Rwanda le 20 septembre 2019, puis élue Vice-Présidente du Sénat le 17 octobre 2019. Avant d'occuper ce poste, elle a été ministre au sein de différents ministères. Elle se dévoue à la défense et à la promotion de l'égalité femme-homme, à la promotion et au renforcement de la cohésion familiale ainsi qu'à la garantie d'une vie meilleure pour chaque enfant. Mme Nyirasafari est titulaire d'une maîtrise en justice pénale internationale et en droit international des droits de l'homme.

**Mme Martha Lucía Mícher Camarena (Mexique), sénatrice du Congrès de l'Union, Présidente de la Commission de l'égalité des sexes du Sénat**



Mme Mícher Camarena est une femme politique mexicaine affiliée au Mouvement de régénération nationale (Morena). Elle a été élue au Congrès de l'Union du Mexique à cinq reprises et est aujourd'hui sénatrice représentant l'État de Guanajuato au sein de la LXIV<sup>e</sup> législature du Congrès mexicain. Mme Mícher Camarena est titulaire d'un diplôme en pédagogie de l'Université panaméricaine et soutient le mouvement féministe international de gauche depuis plus de 40 ans. Elle continue de lutter pour garantir aux femmes et aux filles le plein exercice de leurs droits.

**Mme Arelys Santana Bello (Cuba), membre de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire et Présidente de la Commission permanente de la jeunesse, de l'enfance et de l'égalité des droits des femmes**



Mme Santana Bello a été élue à l'Assemblée nationale en 2008 lorsqu'elle a rejoint la Commission permanente de la jeunesse, de l'enfance et de l'égalité des droits des femmes, dont elle est devenue la Présidente en 2013. La même année, elle a été nommée Secrétaire de la Commission PARLATINO sur l'égalité des sexes et la jeunesse. Pendant plus de 30 ans, elle a occupé divers postes à différents niveaux de la Fédération des femmes cubaines (FMC) – Secrétaire générale de la FMC dans les provinces de Villa Clara et de La Havane, membre du Secrétariat national et Deuxième secrétaire au niveau national.

**Mme Ana Martinez Zaragoza (Espagne), sénatrice des Cortes**



Mme Martinez Zaragoza a été élue en 2019 sénatrice des Cortes pour la province d'Alicante. Membre du parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), durant sa longue carrière en tant que conseillère municipale dans sa ville natale de Guardamar del Segura (Alicante), elle a occupé diverses fonctions, notamment dans les domaines de la sécurité des citoyens, de la protection civile, des plages, de la santé, de la gestion des services publics et des cimetières. Elle est aujourd'hui porte-parole adjointe de la Commission de la défense et de la Commission des affaires étrangères du Sénat.

**Mme Dana Kirkpatrick (Nouvelle-Zélande), parlementaire**



Mme Kirkpatrick a été élue lors des élections générales de 2023 en tant que représentante de l'électorat général de la côte Est au Parlement de Nouvelle-Zélande. Elle est membre du Parti national. Mme Kirkpatrick siège dans les commissions restreintes des affaires Māori, des affaires étrangères, de la défense et du commerce du Parlement. Avant de se lancer en politique, elle a travaillé comme journaliste au *Gisborne Herald* et a été Directrice générale d'Equestrian Sports New Zealand.

**M. Thomas Brezzo (Monaco), Président du Conseil national**



M. Brezzo a été élu Président du Conseil national de Monaco le 3 avril 2024. Avocat au barreau de la Cour de Monaco, il a été Président de la Commission de Législation pendant six ans. À ce titre, il a coordonné l'étude d'un grand nombre de textes législatifs particulièrement techniques qui ont été adoptés par le Conseil national, notamment les différentes lois anti-blanchiment, les lois réformant la procédure civile et pénale, la loi sur la transmission de la nationalité par mariage, la loi sur les « Enfants du Pays » et les lois d'urgence pendant la période de la pandémie de COVID. De 2018 à 2023, M. Brezzo a été député du mouvement politique monégasque « Primo ! Monaco en priorité » et le 5 février 2023, il a été élu député sur la liste de l'Union nationale monégasque.

## **Débat public : Bonnes pratiques et obstacles en matière de promotion de la parité au sein du parlement**

### **Allocution liminaire de**

#### **Mme Nahla Haidar, Présidente du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)**



Mme Haidar est une juriste qui compte plus de 30 ans de service international. Elle est actuellement Présidente du CEDEF. Elle est également Commissaire de la Commission internationale des juristes (CIJ). Avant ces nominations, Mme Haidar a occupé diverses fonctions au sein du système des Nations Unies, tant au siège que sur le terrain, dans les domaines du développement social, de l'action humanitaire, de la consolidation de la paix et des droits de l'homme.

### **Présentation d'expert de**

#### **Mme Drude Dahlerup, Professeure émérite de sciences politiques à l'Université de Stockholm et professeure honoraire à l'Université de Roskilde**



Mme Dahlerup est une professeure suédo-danoise de sciences politiques à l'Université de Stockholm. Son principal domaine de recherche est le genre et la politique. Elle est consultante internationale sur l'autonomisation des femmes en politique et spécialiste de la mise en œuvre des systèmes de quotas de genre. Mme Dahlerup a publié de nombreux ouvrages sur les quotas électoraux de femmes, la politique et le genre, les mouvements sociaux, l'histoire des mouvements de femmes et la théorie féministe.

## Réunion-débat – Les stratégies pour inciter les hommes à faire progresser la parité dans les parlements

### Allocution liminaire de l'invité spécial

#### M. Martin Chungong, Secrétaire général de l'Union interparlementaire



M. Chungong est devenu le premier Africain et non-Européen à être élu au poste de Secrétaire général de l'UIP en 2014. Il a été réélu pour un troisième mandat, qui a débuté en juillet 2022. Avec plus de quatre décennies d'expérience et de connaissance des parlements aux niveaux national et international, il a consacré sa vie professionnelle à la promotion et au renforcement de la démocratie dans le monde. En 2020, il a été élu Président du Conseil mondial des Champions internationaux de l'égalité des sexes, un réseau de décideurs, hommes et femmes, qui se sont engagés à éliminer les obstacles liés au genre.

#### Modérateur :



#### M. Waldo Fernández González (Mexique), sénateur du Congrès de l'Union

M. Fernández González a été député local du Mouvement de régénération nationale (Morena) dans l'État de Nuevo León. Il a été Chef de l'Unité gouvernementale du Ministère de l'intérieur et responsable du Bureau de la coordination exécutive de l'administration publique de l'État. Il a été député fédéral plurinominal sous la LXIII<sup>e</sup> législature. L'association Borde Político l'a reconnu comme le meilleur député fédéral, lui attribuant une note de 100 pour son travail de législateur. Au cours de son mandat de député fédéral, M. Fernández González a reçu l'Aigle du mérite législatif 2017 de la CANACINTRA et a été récompensé deux fois de suite par la Reconnaissance du mérite législatif à l'occasion de la Journée des juristes.

### Présentations d'experts internationaux et d'hommes parlementaires

#### M. Dan Carden (Royaume-Uni), parlementaire, Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP



M. Carden (Royaume-Uni) est le député travailliste de Liverpool Walton depuis 2017. Il était membre de la Commission des affaires étrangères et de la Commission des comptes publics du Parlement britannique lors de la précédente législature. Auparavant, il a été Secrétaire d'État au développement international du cabinet fantôme de 2018 à 2020 et Secrétaire financier au Trésor du cabinet fantôme en 2020. Avant de devenir parlementaire, il a travaillé pour le syndicat « Unite ». M. Carden est membre du Comité exécutif du Groupe britannique de l'Union interparlementaire (BGIPU).

**M. Alejandro Murat Hinojosa (Mexique), sénateur du Congrès de l'Union et Président de la Commission des affaires étrangères du Sénat**



M. Murat Hinojosa (né le 4 août 1975) est un homme politique mexicain affilié au Mouvement de régénération nationale ([Morena](#)). En 2016, alors qu'il est membre du [Parti révolutionnaire institutionnel](#), il est élu [Gouverneur d'Oaxaca](#), poste qu'il occupe jusqu'en novembre 2022. Il a été député fédéral à l'Assemblée législative de la LIX<sup>e</sup> législature (2004-2006) et a participé à la création de la Commission spéciale pour la compétitivité et le développement régional, qu'il a présidée. Au sein du Gouvernement de l'État de Mexico, il a été Directeur général de l'Institut de la fonction de registre (2007-2009) et Directeur général de la radio Mexiquense.

**M. Michael Kaufman, conseiller, Chercheur principal à Equimundo**



M. Kaufman a travaillé comme conseiller auprès des Nations Unies, de gouvernements, d'entreprises, de syndicats, d'écoles et d'ONG dans cinquante pays. Il est le cofondateur de la Campagne Ruban blanc – des hommes qui travaillent pour mettre fin aux violences faites aux femmes. Il a été désigné comme l'une des cent personnes les plus influentes au monde en matière de politiques d'égalité homme-femme. Il a travaillé en collaboration avec le Président français et le Premier Ministre canadien au sein de leurs Conseils consultatifs respectifs du G7 sur l'égalité des sexes. Il est chercheur principal au centre de recherche Equimundo. Son dernier ouvrage s'intitule *The Male Ally Handbook : Building Better Workplaces for Equality and Change*.

## Leadership des femmes : briser le plafond de verre

### Mme Christine Lagarde, Présidente de la Banque centrale européenne (BCE)



Mme Lagarde est Présidente de la BCE et, à ce titre, également Présidente du Comité européen du risque systémique depuis novembre 2019.

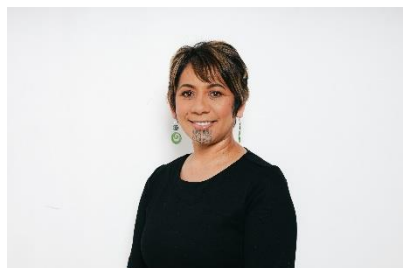
Entre 2011 et 2019, elle a été Directrice générale du Fonds monétaire international. Auparavant, elle a été Ministre française de l'économie et des finances de 2007 à 2011, après avoir été Secrétaire d'État au commerce de 2005 à 2007. Avocate de formation, elle a exercé pendant 20 ans au sein du cabinet d'avocats international Baker McKenzie, dont elle est devenue présidente mondiale en 1999. Elle a été la première femme à occuper chacun de ces postes.

### Mme Carolina Cerqueira (Angola), Présidente de l'Assemblée nationale



Mme Cerqueira est Présidente de l'Assemblée nationale de l'Angola depuis 2022 et est la première femme à occuper ce poste. Elle est une avocate chevronnée, une journaliste, une femme politique, une activiste et une fervente défenseuse de l'égalité des sexes et de l'égalité sociale. Elle a consacré une grande partie de sa carrière professionnelle et politique aux domaines de l'éducation, de la culture, du journalisme et de la médiation. Elle est titulaire d'une licence en droit de l'Université Agostinho Neto. Elle est une femme politique expérimentée, ayant été Ministre de la communication sociale, Ministre de la culture, Ministre d'État aux affaires sociales et parlementaire.

### Mme Cushla Tangaere-Manuel (Nouvelle-Zélande), parlementaire



Mme Tangaere-Manuel appartient à la tribu Ngati Porou, sur la côte Est de la Nouvelle-Zélande. Elle vit sur les terres de sa tribu dans une petite localité appelée Rangitukia, qui voit le premier lever de soleil chaque jour. Elle est députée du parti travailliste néo-zélandais pour Ikaroa-Rāwhiti, un siège électoral maori qui traverse la côte Est de l'île du Nord. Elle est Coprésidente du Comité des femmes parlementaires du Commonwealth de Nouvelle-Zélande et Présidente du caucus des femmes du parti travailliste.

### **Mme Yasmín Esquivel Mossa, Ministre de la Cour suprême de justice de la Nation du Mexique**



Mme Esquivel Mossa a consacré plus de 38 ans au service de son pays en tant que fonctionnaire, travaillant aux trois niveaux de l'État. Au cours des 23 dernières années, elle a travaillé dans le domaine judiciaire. En février 2019, le Président de la République du Mexique l'a nommée Ministre de la Cour suprême de justice de la Nation, nomination ensuite ratifiée par le Sénat de la République. Elle devient ainsi la douzième ministre de l'histoire de la Cour. En 2021, elle est nommée Présidente de la Deuxième chambre de la Cour suprême de justice de la Nation pour la période 2021-2022. Elle est en outre nommée représentante de la Cour au sein du Comité interinstitutionnel sur l'égalité des sexes de l'Autorité judiciaire fédérale.

Au niveau international, elle a été élue membre de la Commission permanente sur le genre et l'accès à la justice lors du XXI<sup>e</sup> Sommet judiciaire ibéro-américain, où elle représente la Cour au sein de la Commission de coordination et de suivi.

### **Mme Fatma Öncü (Türkiye), membre de la Grande Assemblée nationale**



Lors des élections générales de 2023, le Parti de la justice et du développement (AKP) entre à la Grande Assemblée nationale pour la vingt-huitième législature. Le 15 juillet 2021, Mme Öncü est nommée Vice-ministre des services sociaux familiaux, mais démissionne le 16 mars 2023 pour se présenter aux élections générales de 2023. Elle est membre de la Commission parlementaire pour l'égalité des chances et du Groupe de l'Union interparlementaire. De 2013 à 2015, elle a siégé au Conseil central de décision des branches du Parti des femmes de l'AKP.

### **Mme Amanda Chakukura (Zimbabwe), parlementaire**



Mme Chakukura est membre du 10<sup>e</sup> Parlement du Zimbabwe, où elle représente la circonscription de Chipinge. À l'âge de 30 ans grâce au quota de femmes (moins de 35 ans), elle devient parlementaire pour la province de Manicaland. Mme Chakukura est également titulaire d'un diplôme d'enseignement et travaille actuellement à l'obtention d'une licence en psychologie.

## Débat modéré – Égalité en matière de participation et de pouvoir

### Allocution liminaire de

**Mme Nicole Ameline, membre du Comité CEDEF et Présidente du Groupe de travail du Comité sur la représentation égale et inclusive des femmes dans les systèmes de prise de décisions. Présidente de l'Institut international des droits de l'homme et de la paix (Caen)**



Mme Ameline, Ministre française déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle de 2002 à 2004 et parlementaire de 1991 à 2017, a joué un rôle clé dans l'inscription de la parité dans la Constitution française, dans la mise en œuvre d'une politique d'égalité salariale pour les femmes, dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de prévention de la violence à l'égard des femmes et dans l'introduction d'une législation visant à lutter contre les violences domestiques.

Ancienne représentante du Gouvernement français à l'Organisation internationale du travail (OIT) et ancienne ambassadrice en charge des questions sociales et de la parité dans les relations internationales, Mme Ameline apporte son expertise sur l'impact social de la mondialisation et la promotion des femmes en politique.

### Allocution liminaire de

**Mme Sarah Childs, Professeure à l'Université d'Édimbourg**



Mme Childs est titulaire de la chaire personnelle de politique et de genre à l'Université d'Édimbourg. Elle était auparavant professeure de politique et de genre à Royal Holloway (2020-22), au Birkbeck College, à l'Université de Londres (2017-2020) et à l'Université de Bristol (2009-2014).

Les recherches de Mme Childs portent sur la théorie et la pratique de la représentation politique des femmes, le genre et les partis politiques, les parlements (in)sensibles au genre, le changement institutionnel, le féminisme et la démocratie. Elle est l'investigatrice principale d'un projet de recherche intitulé « QUALREP » de cinq ans, dans cinq pays.

**Mme Gabriela Morawska-Stanecka (Pologne), sénatrice, Vice-Présidente du Comité exécutif de l'UIP, ancienne Présidente du Sénat**



Ancienne Maréchale adjointe du Sénat de la République de Pologne, avocate, membre du Forum des femmes parlementaires de l'UIP, Vice-Présidente du Comité exécutif de l'UIP et membre du Comité de l'UIP chargé de promouvoir le respect du droit humanitaire international.

La sénatrice Morawska-Stanecka a consacré sa carrière aux droits des femmes, à la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants, et à la construction de leur avenir en Pologne.

**Mme Inada Tomomi (Japon), membre de la Chambre des représentants de la Diète nationale, ancienne Ministre de la défense, ancienne Ministre chargée de la réforme administrative**



Mme Inada est membre de la Chambre des représentants du Japon, représentant le Parti libéral démocrate. Elle a été élue sept fois dans le 1<sup>er</sup> district de Fukui (circonscription uninominale). Née le 20 février 1959 à Echizen (Fukui), elle est diplômée de la Faculté de droit de l'Université de Waseda.

Tout au long de sa carrière, elle a occupé plusieurs postes clés, notamment ceux de Ministre de la défense, de Ministre d'État chargée des missions spéciales et de Ministre chargée de la réforme administrative, de la réforme de la fonction publique, de la stratégie « Cool Japan » et de l'Initiative « Challenge Again ».

## Réunion-débat : Tolérance zéro pour la violence en ligne et hors ligne envers les femmes en politique

### Allocution liminaire de

#### Mme Olimpia Coral Melo, militante mexicaine et instigatrice de la loi contre la violence sexiste à l'ère numérique au Mexique, en Argentine et en Colombie



Mme Coral Melo (née à Huauchinango, Puebla, en 1988) est une militante mexicaine reconnue comme l'une des 100 personnes les plus influentes du monde en 2021 par le magazine *Time* et l'une des 100 femmes les plus puissantes du Mexique par le magazine *Forbes*.

Elle a encouragé la création d'une loi contre la violence numérique envers les femmes au Mexique, en Argentine et en Colombie, qui porte son nom, la loi Olimpia. Après avoir subi des violences numériques de la part d'un ex-compagnon qui avait publié une vidéo sexuelle d'elle sans son consentement, elle a entamé une lutte de sept ans pour créer et promouvoir une loi qui réprimerait ces pratiques.

### Présentations d'experts internationaux et parlementaires

#### Présentation liminaire de

#### Mme Mona Lena Krook, Professeure à l'Université Rutgers



Mme Krook est Professeure émérite en sciences politiques et Présidente du Programme de doctorat sur les femmes et la politique à l'Université Rutgers. Elle a publié de nombreux ouvrages sur le genre et la représentation politique, notamment sur les quotas électoraux de femmes et l'impact des femmes dans la fonction publique.

Son premier livre intitulé *Quotas for Women in Politics : Gender and Candidate Selection Reform Worldwide* (Oxford University Press, 2009) a remporté en 2010 le Prix Victoria Schuck de l'Association américaine de science politique, qui récompense le meilleur ouvrage sur les femmes et la politique. Depuis 2015, Mme Krook a travaillé en étroite collaboration avec des praticiens du monde entier pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique, en lançant notamment la campagne #NotTheCost de l'Institut national démocratique.

### **Mme Pamela Damoff (Canada), membre de la Chambre des communes**



Mme Damoff a été élue pour la première fois députée d'Oakville North Burlington en 2015. Militante communautaire et femmes d'affaires avec plus de 25 ans d'expérience en entreprise, elle a été conseillère municipale d'Oakville de 2010 à 2015 avant de devenir parlementaire.

Mme Damoff a récemment occupé le poste de Secrétaire parlementaire du Ministre des affaires étrangères (affaires consulaires) et a été membre de la Commission permanente de la sécurité publique et nationale, de la Commission permanente de la condition féminine et de la Sous-Commission des droits de l'homme internationaux de la Commission permanente des affaires étrangères et du développement international.

Mme Damoff a joué un rôle déterminant dans l'adoption par la Chambre des communes du projet de loi 233, qui comprend la loi de Keira, qui améliore les séminaires de formation continue pour les juges sur les questions liées à la violence entre partenaires intimes et au contrôle coercitif, et du projet de loi C-5, qui réforme le système de justice pénale.

### **Mme Lucy John Sabu (République-Unie de Tanzanie), membre de l'Assemblée nationale**



Mme Sabu est actuellement parlementaire de la République-Unie de Tanzanie (Sièges spéciaux, Parti de la Révolution (CCM)) représentant la jeunesse.

Elle est également membre de la Commission permanente parlementaire de l'industrie, du commerce, de l'agriculture et de l'élevage.

Garantir votre sécurité en ligne :

### **Mme Julie Inman Grant, Responsable du régulateur chargé de la sécurité en ligne eSafety en Australie**



Mme Inman Grant est la Commissaire australienne chargée de la sécurité en ligne. À ce titre, elle dirige la première agence gouvernementale de réglementation au monde qui s'engage à assurer la sécurité des citoyens en ligne.

Mme Inman Grant possède une vaste expérience dans les secteurs non lucratif et gouvernemental, et a occupé durant deux décennies des postes de haut niveau dans les domaines de la politique publique et de la sécurité dans l'industrie technologique, chez Microsoft, Twitter et Adobe.

## Séance de clôture

### **M. Sergio Carlos Gutiérrez Luna (Mexique), Président de la Chambre des députés**



Avocat et homme politique mexicain originaire de Minatitlán (Veracruz) ayant mené une brillante carrière dans les domaines législatif et universitaire, M. Gutiérrez Luna est actuellement Président de la Chambre des députés du Mexique sous la LXVI<sup>e</sup> législature, après avoir occupé la même fonction durant la LXV<sup>e</sup> législature (2021-2022). Il a été élu trois fois député fédéral lors des législatures LXIV, LXV et LXVI (2018, 2021 et 2024).

M. Gutiérrez Luna a étudié le droit à l'Escuela Libre de Derecho de Mexico, où il a obtenu son diplôme avec mention. Tout au long de sa carrière, il a occupé des fonctions importantes dans les sphères publique et législative. Il a été conseiller et coordinateur législatif au Sénat et Directeur adjoint de l'Unité des affaires juridiques de l'Institut électoral du district fédéral.